

CAHIER DES CHARGES

I. Informations générales

Intitulé de la mission	Assistance technique aux PME ¹ pour accéder à un financement classique ou alternatif
Bénéficiaire(s)	Petite et moyennes entreprises
Pays	Tunisie
Durée maximum des interventions	Expertise perlée sur maximum 24 mois (de novembre 2025 à novembre 2027)
Enveloppe indicative du marché	490,000 €

II. Contexte et justification du besoin

Dans un contexte marqué par des crises successives, *le projet de soutien au programme de relance des TPME tunisiennes dans un contexte post-crisis* vise à renforcer la résilience des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) tunisiennes et à favoriser une relance économique durable, inclusive et génératrice d'emplois décents.

Objectifs spécifiques du projet

1. Appui aux institutions financières via le renforcement des capacités de la Banque Centrale et des IFP² pour favoriser l'octroi de financements adaptés aux PME.
2. Promotion de crédits verts et/ou à impact social visant à soutenir une croissance durable grâce à des incitatifs financiers.
3. Accompagnement à l'accès au financement grâce au renforcement des TPME et amélioration de leur culture financière.

Le projet est structuré autour de 04 composantes :

- **Composante 1** : Assistance Technique auprès de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) et auprès des Institutions Financières Partenaires (IFP) pour la mise en place et la gestion des lignes de crédit AFD et BEI afin de renforcer l'accès au financement et favoriser la consolidation des PME.
- **Composante 2** : Octroi de 3 000 0000 € de primes d'investissements pour les bénéficiaires des lignes BEI et AFD pour promouvoir les projets à impact environnemental ou social (régions prioritaires, femmes, jeunes, accès à l'emploi)
- **Composante 3** : Appui à l'accès au financement classique et alternatif pour les TPME à travers la mise en place d'assistances techniques pour accompagner le montage de dossiers de financement en réponse aux exigences des financeurs.

¹ Petites et Moyennes Entreprises

² Institutions financières (banques ou société de leasing) partenaires de la ligne de crédit de 170M€ de la BEI

Ref : DAJ_M003_v02, Juin 2021

Expertise France

SIRET : 808 734 792 – 40 Boulevard de Port-Royal, 75005 PARIS– France

- **Composante 4 :** Vulgarisation et diffusion sur l'ensemble du territoire tunisien, en particulier hors Grand Tunis, de la connaissance des mécanismes financiers et des dispositifs d'appui technique et économique disponibles.

Dans le cadre de la **Composante 3**, un mécanisme intégré a été conçu pour spécifiquement renforcer les PME dans leur accès au financement classique ou alternatif, dénommé **Guichet d'expertise**.

Ce dispositif sera mis en œuvre au travers d'un accompagnement complet qui combine mobilisation d'experts métiers, assistance technique pour les PME dans le montage de dossiers de financement et l'orientation vers des solutions de financement adaptées, renforcement de capacités des financeurs tunisiens.

Expertise France, en tant que structure de pilotage de cette activité lance donc cet appel d'offres afin de sélectionner et de contractualiser un pool d'experts en levée de fonds et structuration. L'ambition est de recruter un prestataire capable d'accompagner les structures sélectionnées ; ce dernier pouvant être structuré sous forme de cabinet disposant d'un pool d'experts spécialisés (financement, montage de schémas financiers, expertises sectorielles) mobilisables à la demande ou d'experts indépendants pouvant assurer l'ensemble des prestations, à travers un système de bons de commande.

Le montant maximum de l'accord-cadre est de 490 000 € HT sur toute la durée du marché. A titre d'information complémentaire, les structures bénéficiaires (PME tunisiennes voire TP) sont estimées à environ **une cinquantaine**.

III. Objectifs et résultats poursuivis

1) Objectif général de l'activité

Le mécanisme du guichet d'expertises vise à accompagner des entreprises ayant un potentiel de développement ou un besoin de structuration clair, notamment en lien avec une demande de financement, un projet de croissance ou une volonté de formalisation renforcée. Ces entreprises seront identifiées en collaboration avec les financeurs de la place (banques, leasing, micro-crédit, investisseurs en capital, etc). Une attention particulière sera portée aux besoins des PME des régions à faible Indice de Développement Régional (IDR), aux PME visant un impact environnemental, ainsi qu'aux entreprises dirigées ou fondées par des femmes ou des jeunes³. Les entreprises en cessation d'activité ou faisant l'objet de procédures judiciaires non résolues, ainsi que celles exerçant des activités contraires aux normes environnementales, sociales ou éthiques promues par le programme, seront exclues du dispositif.

2) Objectif général de la mission

La consultation porte sur la **sélection de 10 prestataires pouvant se présenter sous la forme de cabinet confirmés ou société individuel le cas échéant afin de répondre à une expertise variée** ayant pour objectif de fournir une assistance technique à des PME tunisiennes pour renforcer leurs accès au financement classique et alternatif.

3) Objectifs spécifiques

- Fournir une assistance technique directe à des PME sélectionnées par des financeurs⁴ et Expertise France, visant à améliorer leurs accès au financement, notamment dans les

³ De 15 à 30 ans

⁴ Financeurs tunisiens partenaires du projet de tout type : banque, leasing, investisseurs, microcrédit, etc

thématiques suivantes : conseil en gestion, conseil stratégique, appui à la préparation de dossier de financement, amélioration du modèle d'affaires, etc.

- Assurer un suivi post-financement des entreprises accompagnées afin de mesurer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan d'investissement, identifier les besoins d'appui supplémentaires et renforcer la pérennité des investissements, notamment à travers des missions de conseil ponctuelles, des évaluations de performance, et la mise en relation continue avec des partenaires techniques et financiers.

Les activités d'Expertise France dans le cadre de cette action sont mises en œuvre à l'échelle nationale.

4) Résultats attendus

L'assistance technique fournie par le guichet d'expertise devra permettre d'atteindre les résultats suivants :

- Renforcement des capacités financières et stratégiques des PME : un nombre défini d'entreprises bénéficiaires auront amélioré leur structure financière, leur gouvernance et leur accès aux financements.
- Facilitation de l'accès aux financements classiques et alternatifs : augmentation du nombre de PME ayant obtenu des financements (prêts bancaires, financements participatifs, capital-investissement, etc.).
- Promotion de la culture financière : amélioration du niveau de sensibilisation et de compréhension des chefs d'entreprise ou de leurs équipes concernant les mécanismes financiers et les exigences des institutions financières.
- Renforcement des financeurs partenaires dans leurs capacités à évaluer les dossiers de financement transmis par des PME.

5) Evaluation de l'atteinte de ces résultats

Les indicateurs suivants pourront être mesurés pour évaluer les résultats obtenus :

- nombre de business plans validés,
- nombre obtenu de pré-accord bancaire ou lettre d'intention ou feuille de termes
- montants de financement mobilisés,
- autres indicateurs provenant du cadre logique du projet,
- autres indicateurs proposés par l'expert/cabinet soumissionnaire

IV. Description de la mission

1) Activités prévues

La mission démarre avec la signature d'un bon de commande émis par Expertise France, détaillant les activités à mener et les délais alloués pour se faire.

Le prestataire sera amené à accompagner des PME voire TPME en quête de financement pour de nouveaux investissements ou pour une restructuration financière. Pour chaque PME, un expert sera assigné.

La mission classique se déroulera en 3 phase chronologiques. A chaque phase, un bon de commande sera émis par EF. L'expertise demandée sera globale et elle devra comprendre l'ensemble des demandes associées au sein du bon de commande. Ainsi, le prestataire pourra être mobilisé pour des

prestations connexes à celles menées avec le bénéficiaire (*par exemple atelier, campagne de sensibilisation, session de présentation, mise en avant des dispositifs de financement etc.*).

En amont, un diagnostic préliminaire aura pu être effectué par le financeur partenaire qui aura transmis le dossier de la PME.

Description des 3 phases chronologiques dans la cas d'une mission classique :

- a) Phase 1: La réalisation d'un diagnostic financier et économique
- Analyser la situation patrimoniale de l'entreprises et ses actifs
 - Analyser la structure du capital l'entreprise, son organisation et sa gouvernance
 - Présenter des indicateurs (financiers et autres) permettant d'évaluer la situation financière et économique de l'entreprise diagnostiquée ;
 - Analyser les indicateurs retenus ;
 - Evaluer l'évolution des marchés relatifs ;
 - Evaluer les activités commerciales de l'entreprise et sa valeur ajoutée ;
 - Analyser les forces, faiblesses, opportunités et menaces de l'entreprises ;
 - Evaluation la capacité de la PME à accéder aux financements alternatifs (crowdfunding, capital-risque, etc) ;
 - Présenter les objectifs, les moyens et les stratégies à entreprendre
- b) Phase 2: La préparation du plan d'affaires et l'appui à la structuration de la demande de financement
- Assister l'entreprise dans le développement ou la mise à jour de son plan de restructuration et ou de développement stratégique (industriel, commercial, ressources humaines, ...) ;
 - Élaborer ou améliorer le plan d'affaires et de l'entreprise ;
 - Rédiger des teasers financiers, des pitch books et mémorandums d'investissement le cas échéant ;
 - Accompagner l'entreprise auprès des établissements financiers dans le cadre de la demande de financement ou de son suivi ;
- c) Phase 3: Le suivi de la mise en œuvre du plan d'investissement ou de restructuration pendant 6 à 12 mois (conditionnées par l'obtention d'un financement par la PME accompagnée suite aux travaux des phases 1 et 2)
- Assurer le suivi post-financement de l'entreprise en veillant sur la mise en œuvre du plan d'investissement/restructuration prévu ;
 - Assister l'entreprise dans la transmission du reporting au financeur (si inclut dans les termes de financement) ;
 - Identifier des solutions de financements complémentaires adaptées aux besoins et à l'évolution de chaque PME financée.

L'expert est autorisé à prendre en charge, dans le cadre d'une mission classique, un maximum de **deux missions d'accompagnement simultanées** durant les **phases 1 et 2** de l'intervention. Expertise France se réserve le droit de **ne pas valider un bon de commande** en cas de dépassement de cette limite.

Toutefois, **en phase 3 (suivi post-financement)**, l'expert pourra être mobilisé sur **plus de deux missions**

simultanément, à condition que les entreprises accompagnées aient effectivement obtenu un financement.

2) PME cibles

Les PME éligibles au dispositif d'assistance technique doivent être en activité depuis plus de deux ans, sous forme de personne morale (SARL, SUARL, SA, etc.) ou de personne physique exerçant une activité économique enregistrée auprès des autorités compétentes. Elles doivent relever de la catégorie des, Petites ou Moyennes Entreprises selon les critères nationaux, disposer d'une structure organisationnelle minimale, et témoigner d'une culture financière de base leur permettant de dialoguer efficacement avec les experts et les institutions financières.

3) Livrables attendus dans le cas d'une mission classique

Phase	Livrables	Durée	Effets immédiats	Sources de vérification
Pré-diagnostique	<ul style="list-style-type: none"> ○ Cadrage de mission permettant la définition du temps de mobilisation des profils par PME 	1 jour	A réception du bon de commande	-Note de cadrage ou rapport remis à Expertise France.
1) La réalisation d'un diagnostic financier et économique	<ul style="list-style-type: none"> - Un rapport de diagnostic financier et stratégique incluant, sans s'y limiter : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les indicateurs permettant d'évaluer la situation financière et économique de l'entreprise diagnostiquée et l'analyse des indicateurs retenus ; ○ Analyse SWOT : les forces, faiblesses, opportunités et menaces de l'entreprises ; ○ La situation patrimoniale de l'entreprises et ses actifs ○ La structure du capital l'entreprise, son organisation et sa gouvernance ○ L'évolution des marchés relatifs ; ○ Les activités commerciales de l'entreprise et sa valeur ajoutée ; ○ L'évaluation de la capacité d'accès au financement alternatifs (crowdfunding, capital-risque, etc.) ○ Les objectifs, les moyens et les stratégies à entreprendre - Un plan d'intervention technique précisant les objectifs, la méthodologie, les étapes, les approches utilisées et le calendrier prévisionnel 	1 mois après le démarrage de la mission	La PME définit ses besoins en termes d'investissement et de financement	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de l'action - Le rapport de diagnostic faisant apparaître la durée estimée pour le montage de la phase 2.
2) La préparation du plan d'affaires et l'appui à la structuration de la demande de financement	<ul style="list-style-type: none"> - Des livrables techniques adaptés à la nature de l'appui (ex: business plan, plan de restructuration financière, dossier de financement, plan stratégique, recommandations de mise en conformité, feuille de route export (si applicable, plan de montée en compétences RH, etc.) ; - Des demandes de financement structurées et tous documents annexes (teasers financier, des pitch books et investment mémorandums le cas échéant) ; - Des supports de sensibilisation ou de formation (si applicable) remis aux équipes des PME lors des ateliers/formations ponctuelles ; 	3 à 6 mois à compter de la date de validation de la première étape	La PME se structure et demande un ou plusieurs financement bancaire ou alternatif	<ul style="list-style-type: none"> - Plan d'affaires - Description du déroulement de l'opération d'accompagnement (personnes rencontrée, date et lieux, comptes rendus des réunions - Note de demande(s) de financement - Documents annexes (teasers financier, des pitch books, etc.) <p>Le candidat devra à la fin de cette phase indiquer le temps dédié pour la réalisation de la phase 3.</p>
3) Le suivi de la mise en œuvre du plan	<ul style="list-style-type: none"> - Les recommandations pour la suite (actions complémentaires, pistes de suivi, éventuels risques identifiés) ; 	6 à 12 mois	La PME accède au financement classique	- Accord de financement en faveur de la PME

CAHIER DES CHARGES

d'investissement ou de restructuration	- Des rapports trimestriels à compter de la date de la notification de l'accord de financement		ou alternatif met en œuvre son plan d'investissement	- Des Rapports de suivi trimestriel post financement - Rapport final de l'action complète et les orientations futures
En complément, un Timesheet et un PV de réception (partiel ou final) signé et cacheté par la PME bénéficiaire devront être fournis à EF pour chaque phase.				

Les candidats devront respecter les conditions d'exécution sociales et environnementales décrites au sein du Contrat sous peine d'application de pénalités.

4) Coordination

Le prestataire désignera un interlocuteur unique pour la mise en œuvre de projet.
Expertise France désignera un interlocuteur unique qui sera le vis-à-vis du prestataire.

Une réunion de lancement se tiendra après un délai maximum de **15 jours** après la notification du contrat. Une coordination étroite avec les équipes d'Expertise France devra impérativement être mise en place dès la préparation des missions et jusqu'à leur finalisation. En outre, des échanges réguliers avec les financeurs partenaires seront à prévoir pour les tenir informés de l'état d'avancement des missions et éventuellement de difficultés rencontrées.

V. Lieu, durée et modalités d'exécution

1) Période de mise en œuvre maximum : 24 mois

2) Date de démarrage : 01/11/2025

3) Date de fin : 01/12/2027

4) Durée maximum par mission :

La mise à disposition des profils demandés pour la réalisation des missions par phase et par PME sera de **maximum trente (30) jours/h. A réception du bon de commande, l'entreprise devra indiquer explicitement à Expertise France le temps de mobilisation du profil pour la mission confiée.**

L'effort de mobilisation du prestataire pour toutes les phases et par nature d'activité sera de **maximum trente (30) jours par PME étalée sur la durée d'exécution des phases ci-dessus.**

Dans ce cas, le prestataire devra faire apparaître dans son offre le type de profil mobilisé par phase, le temps de mobilisation par phase.

Tout dépassement de l'effort de mobilisation devra faire l'objet d'une demande justifiée adressée à Expertise France, et sera étudié au cas par cas, en fonction de la complexité du dossier, des contraintes rencontrées, et de la valeur ajoutée attendue du prolongement. De même, tout dépassement du délai d'exécution de la mission par phase devra faire l'objet d'une demande de prolongation matérialisée par voie d'avenant.

Aucun jour supplémentaire ne pourra être mobilisé sans l'accord écrit préalable d'Expertise France.

5) Planning/calendrier :

Le calendrier prévisionnel d'exécution de la présente action se présente comme suit :

Activités	Date cible
Notification de Contrat	30 octobre 2025
Démarrage des missions	1 novembre 2025
Clôture des missions	31 décembre 2027
Evaluation et capitalisation	30 mars 2028

Ref : DAJ_M003_v02, Juin 2021

Expertise France

SIRET : 808 734 792 – 40 Boulevard de Port-Royal, 75005 PARIS– France

Ce calendrier a pour objectif d'orienter la planification et la coordination des interventions. Toutefois, il ne revêt pas un caractère contractuel ferme et pourra, le cas échéant, faire l'objet de révisions ou ajustements en fonction de l'évolution des besoins opérationnels, de l'avancement des activités sur le terrain ou de toute autre contrainte identifiée par Expertise France.

Les experts ou cabinets de conseil seront informés en temps utile de toute modification apportée à ce calendrier, en vue d'assurer la bonne exécution des missions confiées.

6) Paiement des prestations

Chaque paiement est conditionné à la soumission des livrables, tel qu'indiqué dans les bons de commande, ainsi qu'à leur validation écrite par Expertise France.

Expertise France s'engage à procéder au règlement de la facture dans un délai maximum de **30 jours ouvrés** à compter de la date de réception de la facture complète et conforme.

Le taux journalier (TJ) appliqué dans le cadre de la présente mission devra être conforme aux taux pratiqués sur le marché local pour des prestations similaires.

A noter que l'évaluation des offres sera réalisée sur 100 points, dont 30 points affectés à la note financière. Cette dernière est calculée d'après la méthodologie suivante : l'offre la plus basse obtient le maximum des points, les autres sont notées proportionnellement. En conséquence, un TJ trop élevé obtiendra une note très basse.

Expertise France se réserve le droit de demander une justification du TJ proposé.

L'offre financière des soumissionnaires devra uniquement se focaliser sur le TJ. Les frais liés au déplacement ou aux missions seront traités après la sélection.

Aucun autre frais lié à la réussite de la levée de fonds (success fees) ne sera octroyé au cabinet ou experts retenu par Expertise France.

VI. Expertise et profil demandés

1) Nombre d'experts :

Une PME bénéficiera de l'accompagnement d'un seul expert à la fois.

Les soumissionnaires à cet appel d'offres peuvent être des experts individuels ou des cabinets proposant plusieurs experts. Ces experts doivent répondre aux exigences listées ci-dessous.

2) Profil de l'expert (des experts) désigné(s)

A. Qualifications et compétences :

- Titulaire d'un diplôme universitaire de 2^{ème} cycle ou équivalent, en administration des affaires, finance, gestion d'entreprise ou expertise comptable
- Excellentes qualités /capacités de :
 - Communication
 - Travail en équipe et relationnel
 - Transmission des savoirs
 - Synthèse et de rédaction
 - Analyse et résolution des problèmes
 - Prise de décision et d'initiative

- Excellente maîtrise du français (écrit / oral)

B. Expérience professionnelle générale

- Expérience professionnelle d'au moins 7 ans dans le domaine du financement et de l'accompagnement des PME dans l'accès au financement notamment en Tunisie.
- Bonne connaissance de l'écosystème de financement tunisien, incluant les différents types d'organisations (banques, institutions financières, fonds d'investissement, programmes publics et bailleurs internationaux) susceptibles de financer les PME, ainsi qu'une capacité à assurer une veille sur la disponibilité des opportunités de financement.
- Expérience avec des projets financés par des bailleurs de fonds.
- Maîtrise des outils d'analyse financière et de modélisation économique.

C. Expérience professionnelle spécifique

- Expertise en financement bancaire, capital-investissement, et financement participatif.
- Expérience en montage de dossiers de financement, restructuration et levée de fonds pour les PME.
- Capacité à dispenser des formations et à fournir un accompagnement personnalisé aux PME.
- Connaissance des réglementations et des exigences des institutions financières en matière de prêts aux PME.
- Capacité à identifier des investisseurs potentiels et à créer des synergies entre les acteurs du financement.
- Une expérience avérée dans la structuration financière et la levée de fonds pour les PME tunisiennes, avec un track record démontrable (nombre de transactions réussies, montants levés, types de financement : dette, equity, financement participatif)
- Maîtrise du français et de l'arabe. La connaissance de l'anglais serait appréciée.

3) Autres experts

L'expert ou le cabinet soumissionnaire pourra être amené(e) à mobiliser une expertise complémentaire technique en tant qu'assistance requise, à titre de soutien mineur, pour renforcer la structuration et la crédibilité des PME dans leur démarche de levée de fonds.

Cela pourra inclure, à titre d'exemple, la structuration du besoin de mise en place de certifications (ISO, normes sectorielles, labels qualité), l'identification de standards organisationnels, l'évaluation d'opportunités d'optimisation des processus via des démarches lean/efficience opérationnelle, ou tout autre appui technique pertinent favorisant l'accès au financement.

Ces interventions ne constitueront pas des activités principales et ne donneront pas lieu à une facturation distincte.

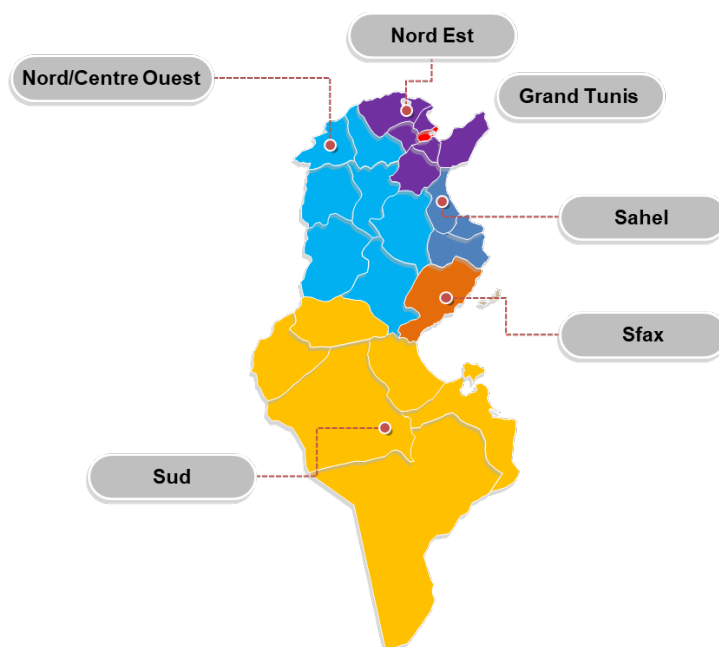
4) Tableau du périmètre d'intervention (région, expertise, secteur, spécificité)

Le tableau suivant devra être renseigné par les soumissionnaires et **inclus dans leur offre technique** :

Domaines d'expertise	Régions d'intervention	Grand Tunis	Sahel	Sfax	Nord-Est	Nord/Centre-Ouest	Sud	Commentaire OBLIGATOIRE (préciser vos principales missions ou clients, maximum 5)
Levée de fonds (bancaire, equity, participatif)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Restructuration financière et organisationnelle		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Certifications & normes : ISO, sectorielles, labels, démarches Lean et optimisation de processus ou autre assistance technique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Secteurs d'activité							
- Industrie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
- Services	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
- Commerce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
- Agriculture	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
- Export	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
- Vert/Transition verte	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
- Startup/Innovation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autres (préciser)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Spécificités : Entreprises dirigées ou fondées par une/des femme(s)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Répartition des régions mentionnées



On entend par **région d'intervention**, une région où le prestataire a la capacité d'intervenir en ayant une connaissance avérée des réalités locales (à démontrer dans son offre technique).
L'expert/cabinet peut être installé dans une autre région.

Ce tableau sera utilisé pour dresser les **listes des experts mobilisables** dans une des régions citées et pour un des domaines d'expertise et/ou un des secteurs listés ci-dessus et le cas échéant sur la spécificité.

Chaque soumissionnaire doit **cocher** la ou les cellules correspondantes à son profil et devra **compléter la colonne « Commentaires »** pour préciser succinctement les missions ou clients justifiant de sa capacité à intervenir dans la région et sur le domaine d'expertise et/ou secteur concerné.

Ces missions ou références client devront être plus amplement détaillées dans l'offre technique soumise (cf. grille d'évaluation) et correspondre aux expériences et expertises du ou des expert(s) désigné(s) pour la mission.

La ligne portant sur les « Entreprises dirigées ou fondées par une/des femme(s) » a été ajoutée pour valoriser les profils d'experts ayant développé une expertise dans l'accompagnement de ce type de profil.

Le projet pourra décider de ne pas retenir un expert/cabinet sur un périmètre donné (région/expertise/secteur/spécificité), si l'argumentaire ou l'expérience antérieure est jugé insuffisant.

De même un soumissionnaire qui cocherait toutes les cases de ce tableau sans fondement pourra voir sa **candidature disqualifiée**.

Le projet pourra choisir de retenir pour chaque **région d'intervention** citées dans le tableau ci-dessus **un ou plusieurs cabinets/experts**. Si **aucun cabinet ou expert** n'est retenu dans un maximum de deux régions, l'appel d'offres demeure néanmoins **valable**.

VII. Critères d'éligibilité

Cet appel d'offres s'adresse uniquement aux experts et cabinets de conseil spécialisés dans la levée de fonds et disposant d'une forte expérience dans ce domaine.

Les cabinets de conseil ou experts individuels soumettant des propositions en réponse à cet appel d'offres doivent répondre aux exigences suivantes :

- Être enregistrées légalement sous les lois tunisiennes au moment de l'attribution du contrat ;
- Avoir une présence locale en Tunisie au moment de la signature du contrat ;
- Disposer des compétences requises et justifier d'une expérience en matière d'accompagnement des PME en levée des fonds ;

A défaut, le candidat non enregistré localement pourra se constituer sous forme de groupement d'entreprise, l'un des cotraitants devra être une entreprise tunisienne enregistrée localement.

Les entreprises exploitées en tant que sociétés commerciales ou autres organisations dans lesquelles des gouvernements étrangers ou leurs agents ont un intérêt majoritaire ne sont pas éligibles.

VIII. Informations pratiques

Une fois sélectionné au sein du pool d'experts, l'expert ou le cabinet de conseil sera mobilisé en fonction de son classement, du mieux noté au moins bien noté. Ce classement tiendra compte de la capacité de l'expert/cabinet (renseigné dans le Tableau du périmètre d'intervention, chapitre VI.4) à

intervenir dans la région ET dans le domaine d'expertise ET dans le secteur d'activité ET avec la spécificité éventuelle de la PME retenue.

Expertise France se réserve le droit de ne pas attribuer de nouvelles missions à l'expert ou au cabinet de conseil en cas d'échec répété, qui lui est imputable (critères objectifs définis), à aboutir à une levée de fonds dans le cadre de deux missions.

Expertise France se réserve le droit d'ajuster à la hausse le seuil de jours de mobilisation du prestataire, en fonction de plusieurs critères, notamment la performance du prestataire, le secteur d'activité concerné, la localisation géographique des entreprises accompagnées, ainsi que l'adéquation de l'expertise mobilisée aux besoins spécifiques des entreprises bénéficiaires.

Documents à soumettre :**1. Dossier administratif**

- Extrait du registre national des entreprises (daté de moins de 3 mois).
- Statuts de la société pour les cabinets de conseil ou copie de la carte d'identité nationale pour les experts individuels ;
- Attestation d'inscription à l'Ordre des Experts-Comptables ou au Groupement des Comptables de Tunisie ;
- Déclaration sur l'honneur de non-conflit d'intérêt
- Engagement de confidentialité

2. Dossier Technique

- CV détaillé de l'expert principal et des membres de l'équipe proposée
- Description des compétences techniques en lien avec les objectifs du présent appel
- Track record : Liste des missions similaires réalisées au cours des 5 dernières années, avec références vérifiables (nom du client, durée, objectif, résultat)
- Une note méthodologique précisant l'approche proposée pour l'accompagnement des PME, la mobilisation de l'expertise, et la gestion des missions ;
- Le tableau renseignant sur le périmètre d'intervention de l'expert complété (cf. chapitre VI.4)

3. Proposition Financière

- Taux journalier avec justification par rapport au marché et à la méthodologie proposée.
- Frais divers et déplacement